

# 2x NON

aux initiatives  
phytos extrêmes

## Comité contre les initiatives phytos extrêmes

Conférence de presse du comité national contre les initiatives phytos extrêmes du 9 mars 2021

### Gardons le contrôle sur notre assiette

*Discours de Marco Chiesa, conseiller aux États et président de l'UDC*

Nous pouvons nous passer de beaucoup de choses, mais pas de notre nourriture quotidienne. À l'échelon planétaire, des défis majeurs nous attendent. Les terres cultivables sont limitées, voire en déclin dans de nombreuses régions en raison des autres usages qu'en fait l'être humain. Pendant ce temps, la population mondiale ne cesse de croître. Année après année, il y a de moins en moins de terre arable par habitant. Et cette terre est convoitée : différents États se la sont déjà accaparée dans des pays où elle est fertile. Nous ferions donc bien de préserver non seulement nos terres cultivables, mais aussi nos exploitations agricoles. Après tout, nous dépendons déjà à 40 % des importations pour satisfaire nos besoins alimentaires. Le coronavirus en particulier nous montre une fois de plus que, dans les cas extrêmes, chaque pays ne peut compter que sur lui-même. Qu'il s'agisse de masques, de vaccins ou en l'occurrence de denrées alimentaires.

En acceptant les deux initiatives phytos extrêmes, nous affaiblirions de manière considérable notre production régionale indigène et, partant, notre taux d'auto-provisionnement. Une pareille dégringolade est en totale contradiction avec l'article constitutionnel sur la sécurité alimentaire adopté par le peuple en 2017. Dans cet article, il est réclamé des conditions adéquates pour assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires. Les deux initiatives phytos extrêmes mettent ce principe en danger. Celle sur l'eau potable en particulier ferait s'effondrer la structure fragile de notre politique agricole et alimentaire. Et ce, sans aucun effet positif sur la qualité de l'eau potable. De toute façon, cette initiative n'a rien à voir avec l'eau potable ; elle constitue une infâme tromperie. Elle entend plutôt redistribuer les paiements directs sur la base de deux exigences absurdes. Markus Ritter vous les a déjà présentées. Or, l'octroi des paiements directs est lié à des exigences écologiques, lesquelles seraient remises en cause si les exploitations n'y avaient plus droit. Deux études réalisées par l'Institut de recherche Agroscope ont d'ailleurs montré que moins de production indigène et davantage d'importations ne forment pas un duo gagnant pour l'environnement.

L'orientation de l'initiative antipesticides est différente : interdire les pesticides de synthèse aurait un effet tout autre. L'acceptation de cette initiative ferait exploser non seulement les coûts de production, mais aussi le prix des aliments. Nous devrions alors dépenser une fortune pour nous nourrir. Tout le monde n'en aurait pas les moyens. Et encore une fois, nous devrions compenser le recul des rendements avec davantage d'importations alimentaires d'origine douteuse.

La voie choisie par le Parlement et les nouvelles trajectoires de réduction mettent déjà les exploitations agricoles à forte contribution. Et ce volume de travail ne reste pas non plus sans conséquence. Aujourd'hui déjà, de nombreux agriculteurs se retirent de certaines cultures, comme de la production de betteraves sucrières, parce que les risques culturels sont devenus trop élevés après la suppression de nombreux moyens financiers. Nous devons donc déjà veiller à ne pas finir avec une *ballenbergisation* de l'agriculture et l'obligation d'importer la plupart de notre nourriture. Nos exploitations agricoles et un approvisionnement sûr des habitants de notre pays en aliments régionaux et sains me tiennent beaucoup trop à cœur pour avoir envie de me priver à tout jamais d'un bien si vital. C'est pourquoi je vous invite à voter non à ces initiatives phytos pour le moins extrêmes le 13 juin prochain.